

# SOLIDARITÉ



Vol. 12 n° 1 — septembre 1989

1415, rue Jarry est, bureau 101, Montréal, Québec H2E 1A7, (514) 374-6660, poste 305

## 25 février 1990 : des élections au Nicaragua

# • Pour gagner la guerre •

«NOUS SOMMES EN TRAIN DE POSER LES FONDEMENTS D'UNE NOUVELLE SOCIÉTÉ» dit Sergio Ramirez, le vice-président du Nicaragua<sup>1</sup>.

Une nouvelle société de plus en plus juste et équitable, en ce qui concerne la distribution du revenu du pays et la propriété, une nouvelle société où la participation et la consultation des grandes majorités à la prise de décisions fondamentales est encouragée et garantie par la Constitution du Pays.

**Le 4 novembre 1984**, pour la première fois, le peuple nicaraguayen se choisit par vote proportionnel, pour une durée de 6 ans, un président, Daniel Ortega, un vice-président, Sergio Ramirez, et 96 députés à l'assemblée nationale législative, dont 61 sont sandinistes.

### La constitution nationale

L'assemblée législative de 1984 avait comme tâche première de déclencher le processus d'élaboration et de discussion de la nouvelle constitution nationale. Celle-ci a été sanctionnée le 9 janvier 1987<sup>3</sup>.

### Quelques chiffres :

En 1984, le Nicaragua comptait 2 800 000 h. dont 1 665 520 avaient le droit de vote, 1 560 588 étaient inscrits sur les listes électorales (elles n'existaient pas avant 1979, ni l'inscription, ni le vote n'étaient obligatoires).

1 170 142 personnes ont voté  
64 % pour le FSLN  
24,6 % abstentions<sup>2</sup>

### Une démocratie originale

Le modèle de démocratie nicaraguayenne comporte quatre divisions des pouvoirs : *exécutif*, *législatif* et *judiciaire*, comme dans les démocraties occidentales, et le pouvoir *électoral*, responsable de tous les processus électoraux du pays.



1 Nicaragua : Le franc succès de la révolution est sa survie — Le Devoir 17.07.89  
2 «Nicaragua elecciones — derrota del abstencionismo», Pensamiento Propio, n° 18 — nov. 1984  
3 L'espoir a un nom : Nicaragua — rapport de stage CISO, janvier 1987

# • Pour gagner la paix •

# Pour gagner la guerre des élections crédibles

Ces élections du 25 février 1990 arrivent à un moment crucial de l'histoire du Nicaragua. Bien qu'il y ait eu des élections en 1984, celles-ci seront les premières depuis l'adoption de la constitution. Elles officialisent donc cette constitution en appliquant de façon non équivoque les grands principes de libertés démocratiques que le pays a voulu se donner il y a maintenant 2 ans. La crédibilité de ces élections prend une importance plus considérable que si elles devaient se dérouler ici, et ce tant à l'intérieur du pays que sur la scène internationale.

## Des élections crédibles pour le peuple nicaraguayen d'abord

En effet, le peuple du Nicaragua n'a pas une très longue tradition électorale. Ce n'est certes pas le régime somosiste qui a permis au peuple de se choisir démocratiquement un gouvernement. Il faudra prendre le temps de bien expliquer le processus électoral à tout le monde. Tous les paliers du gouvernement seront touchés par ces élections :

- la présidence et la vice-présidence du pays;
- les 96 députés de l'assemblée nationale;
- les membres des conseils municipaux;
- les autorités de la côte atlantique;
- les représentants nicaraguayens au Parlement centraméricain, conformément aux accords de Paix d'Esquipulas II.

Ceci nécessite une organisation complexe qui doit faire tout en son pouvoir pour rendre le processus électoral le

plus accessible à tous. D'autre part, tout est en place pour permettre à tous les partis d'opposition de pouvoir s'exprimer tant dans les journaux que sur les ondes<sup>2</sup>.

Tout est mis en œuvre également pour que le déroulement des élections soit parfait, de façon à ne laisser prise à aucune remise en question des résultats. Cette élection doit permettre au Nicaragua de se donner véritablement le gouvernement qu'il désire.

## Des élections crédibles pour la communauté internationale

Ces élections prendront une importance capitale pour le Nicaragua sur le plan international. Au moment où la guerre des contras se solde par un échec, où les efforts de paix entrepris depuis l'application du Plan de paix, signé par les pays d'Amérique latine, portent fruit, le Nicaragua est prêt à déployer des efforts inégalés dans aucune démocratie pour assurer la transparence de ces élections. Pour le Nicaragua, il ne suffit pas que les élections se déroulent démocratiquement, il faut également que la communauté internationale en soit témoin.

Pour arriver à ce résultat, il faut contrer le filtrage de l'information exercé entre autres par les États-Unis. Le gouvernement du FSLN a invité des membres de l'ONU (L'Organisation des nations unies) et de l'OEA (l'Organisation des États américains) à venir observer le déroulement des élections. Il lance aussi un appel en ce sens à plusieurs autres pays dont le Canada. D'ailleurs, nous avons déjà l'assurance que des

représentantes et représentants canadiens seront présents lors des élections, à titre d'observateurs officiels. D'autre part, plusieurs pays ont également répondu chaleureusement à cet appel en fournissant une aide matérielle considérable.

De cette façon, le gouvernement nicaraguayen estime qu'il pourra contrer la stratégie américaine qui compte discréditer l'éventuelle réélection du FSLN et maintenir ainsi sa «médecine» d'étouffement économique.

Pour attaquer la révolution sandiniste, les différentes administrations américaines ont employé et emploient différentes tactiques de la guerre de basse intensité<sup>3</sup>.

## Mais pourquoi s'acharner sur un si petit pays?

Le Nicaragua est une «balise» internationale pour toutes les forces alternatives du Nord et du Sud qui cherchent à construire un avenir meilleur pour tous.

Les élections démocratiques au Nicaragua, qui légitiment la révolution, constituent une menace à l'hégémonie des États-Unis sur le continent américain. «Nul n'est autorisé à faire la révolution dans la cour des États-Unis»<sup>4</sup>.

Nous pouvons cependant être assurés d'une chose. Le Nicaragua se prépare à vivre une élection encore plus démocratique qu'aux États-Unis où à peine la moitié des électrices et électeurs sont encore intéressés à voter!

1 Elles devaient avoir lieu en novembre 1990 selon la constitution. Mais elles ont été avancées de 6 mois pour donner suite aux engagements faits par le président Daniel Ortega lors de la rencontre des 5 présidents centraméricains à Costa del Sol (El Salvador) au mois de mai 1989. Par ses engagements, le Nicaragua avançait dans le processus de démocratisation du pays, en échange du démantèlement de «la Contra».

2 Les articles 10, 11 et 12 votés lors de la réforme électorale de 1989 garantissent des temps d'antenne égaux à chaque parti. D'ailleurs, sur les 23 stations radiophoniques diffusant dans la région de Managua, 18 sont privées, dont au moins 11 sont de l'opposition. De plus, il existe 12 publications nationales, dont 5 de l'opposition.

3 La guerre de basse intensité ou guerre d'usure. C'est une combinaison de conflits provoqués dans les sphères militaire, économique, politique, diplomatique ou autres, et à long terme. L'objectif est d'isoler, de déstabiliser, d'étouffer les gouvernements ou modèles révolutionnaires qui constituent une menace pour l'impérialisme américain et une alternative possible pour les peuples opprimés du tiers Monde.

4 Jean-Claude Leclerc, Le Devoir, 24.07.89.



# Pour gagner la paix malgré les U.S.A.

De toute évidence, la politique reaganienne en Amérique centrale a été un échec total et l'élection de George Bush n'a pas apporté de réels changements dans les orientations de la politique étrangère américaine en Amérique centrale. Seuls les moyens pour faire plier les régimes politiques centraméricains se différencient de l'administration précédente.

Précisément, dans le cas du Nicaragua, l'administration Bush a abandonné la politique de la confrontation et de l'aide militaire aux Contras en la subordonnant à celle des chassés-croisés diplomatiques, politique plus subtile et moins coûteuse.

Pour mener à bien cette stratégie, l'administration Bush avait besoin d'un plus grand espace politique pour manœuvrer de l'intérieur. Un accord bipartite signé le 24 mars dernier entre les leaders du Congrès et de la Maison blanche rétablit le consensus — grandement malmené sous l'administration Reagan — entre républicains et démocrates, sur la politique à suivre en Amérique centrale<sup>1</sup>. Depuis la signature de cet accord, qualifié parfois d'historique, le Congrès a appuyé les interventions secrètes de la contra au Nicaragua, ce qui ne s'était pas fait sous Reagan. L'embargo américain contre le Nicaragua a été reconduit en avril dernier et l'on n'a pas permis au Fonds monétaire international et à la Banque mondiale de signer des accords avec le Nicaragua, qui avait pourtant pris des mesures économiques se rapprochant des exigences du FMI.

L'analyse de la conjoncture centraméricaine nous permet de définir les paramètres de la politique étrangère américaine pour quelques années à venir. L'administration Bush y poursuit trois buts :

1. *Un silence administratif à Washington au sujet de la résolution de la crise en Amérique centrale. Les sujets de*

*l'heure se résument à la guerre des narcos-trafiquants, la question de la dette et la place de plus en plus importante des grands pays latino-américains. On divise pour mieux régner. Le Mexique et Costa-Rica se sont désaffiliés du groupe de Contadora devant le traitement spécial que le plan Brady sur le rééchelonnement de la dette leur accorde.*

2. *Ce silence programmé ne joue pas en faveur de l'Amérique centrale qui, depuis 10 ans, vit une crise économique et politique grave et non résolue. Les appuis internationaux ne risquent-ils pas de s'effriter lentement?*
3. *La période électorale qui bat son plein en Amérique latine permet aux Américains d'imposer leurs politiques dans ce coin du globe. Plus de 11 pays ont été ou seront en élections en 1989 et 1990, incluant tous les pays d'Amérique centrale.*

L'administration Bush favorise son soutien aux démocraties restreintes appuyées par les militaires en retrait de la scène politique. Son appui au gouvernement Cristiani du Salvador en est le meilleur exemple.

Dans le cas du Nicaragua, les élections de février prochain se révèlent à nouveau un véritable test pour la politique étrangère américaine vis-à-vis ce pays. L'administration Bush cherche à isoler le Nicaragua au plan diplomatique en faisant tomber un à un les appuis internationaux. : le secrétaire d'État James Baker n'a-t-il pas téléphoné à tous les chefs d'États européens pour leur suggérer fortement de ne pas rencontrer Daniel Ortega lors de sa récente visite sur ce continent au printemps dernier? La conférence de Stockholm, où Ortega a pris la parole, s'est vue désignée la participation de fonctionnaires subalternes venus de grandes organisations internationales, et sans pouvoir de décisions. Le Canada n'y a envoyé aucun délégué.

Les stratèges américains ont bien l'intention de déclarer le processus électoral frauduleux et antidémocratique par une campagne internationale de salissage avant qu'il ne soit réellement enclenché. On avance déjà l'idée que la fraude électorale de mai dernier au Panama ne représente qu'un avant-goût de ce qui devrait se passer du côté nicaraguayen. Au mois d'août, deux articles de première page du très «réputé» New York Times ont présenté la thèse du Nicaragua, pays le plus pauvre de l'Amérique latine. Haïti aurait donc été déclassé. Pourtant, les chiffres du Bureau international du travail, de la CÉPAL, du FMI et de la Banque mondiale démontrent que le produit intérieur brut (PIB) du Nicaragua est le double de celui d'Haïti et que la distribution de la richesse est beaucoup plus égale au Nicaragua<sup>2</sup>. On cherche à dédoubler le modèle haïtien, basé sur la répression militaire et la corruption du système, en l'appliquant au cas nicaraguayen. En réponse à cette politique subtile de l'administration Bush, le gouvernement sandiniste a choisi de répliquer par la politique de la transparence. C'est une fois de plus de sa survie qu'il s'agit.

**CETTE POLITIQUE NÉCESSITE LE SOUTIEN ET LA DÉFENSE DE L'ENSEMBLE DES QUÉBÉCOISES ET QUÉBÉCOIS POUR QUE L'ESPOIR DU NICARAGUA D'ÊTRE ENFIN LIBRE NE MEURE PAS. CISO MET LA MAIN A LA PATE EN LANÇANT UNE CAMPAGNE D'INFORMATION ET D'APPUI AUTOUR DU PROCESSUS ÉLECTORAL NICARAGUAYEN DE FAÇON A CONTRER LA DÉSINFORMATION QUI PARVIENDRA DE WASHINGTON DANS LES MOIS A VENIR.**

1 Centroamérica Hoy, n° 20, 31 de marzo de 1989

2 Rencontre avec M. Xavier Gorostiaga, directeur de CRIES, Managua, 29 juillet 1989

# Un nouveau défi au Nicaragua

## après 10 années de luttes et de victoires

- Notre solidarité envers le peuple nicaraguayen se traduit depuis plus de 10 ans par nos liens privilégiés avec les organisations syndicales : CST, ANDEN, ATC\*.
- Dans la conjoncture actuelle au Nicaragua, les tâches prioritaires des organisations syndicales consistent à assumer les coûts humains et financiers de l'éducation à faire, d'abord auprès de leurs membres affiliés, sur la paix à conquérir et la démocratie à bâtir dans le contexte du processus électoral en cours.
- Les travailleurs et travailleuses, paysans et paysannes, femmes et jeunes ont été les premiers à payer le gros prix tant au plan humain qu'au niveau des conditions de vie détériorées par la crise économique causée par la guerre.
- Le gouvernement sandiniste n'a pu démontrer la valeur de son projet économique, les efforts devant être mis à la défense du pays.

\* CST : Centrale sandiniste des travailleurs  
ANDEN : Association nationale des éducateurs nicaraguayens  
ATC : Association des travailleurs agricoles (campo)

### SOLIDARITÉ



Ce document a été préparé par :  
Le comité Amérique centrale de CISO :

- Clotilde Bertrand
- Nicole Côté
- Ana María d'Urbano
- Monique Petel
- Nicole Pomerleau
- Roger Ricard

Conception graphique :

- Nicole Pomerleau

Mise en page et graphisme :

- Louise Gravel

Impression : BEAUTEX

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec

Pour que survivent et se développent LA PAIX et LA DÉMOCRATIE au Nicaragua, le peuple nicaraguayen doit relever le défi des élections. Dans ce contexte, Luciano Torrez, secrétaire général des relations internationales de la CST, informait, le 28 juillet dernier à Managua, les responsables du stage CISO des besoins multiples de son organisme :

- *«Nous avons besoin qu'un grand effort soit fait au niveau de la solidarité internationale, pour contrer la désinformation et briser le silence dévastateur des États-Unis sur la résolution de la crise en Amérique centrale».*

CISO a produit ce feuillet synthèse, mais d'autres ressources et d'autres outils d'information pour intervenir dans votre milieu sont disponibles au secrétariat. Faites-en la demande.

- *«Nous avons besoin d'une aide financière considérable pour développer des campagnes d'éducation des militantes et des militants afin d'expliquer les problèmes de la révolution et aussi les avances qui ont été faites, et pour organiser toutes sortes d'activités sociales».*

CISO s'est donné un objectif de 10 000 \$ en argent sonnant. Faites vos chèques à l'ordre de CISO — C.S.T.

- *«Nous avons besoin dès maintenant d'équipement de reproduction et de propagande tels des machines à imprimer Gestetner, des porte-voix, du carton, du papier, des crayons...».*

CISO propose la fin octobre pour acheminer argent et équipement. Faites vite : c'était pour hier, mais on en aura encore besoin demain. Coordonnez vos envois avec le secrétariat.

## AIDONS-LES!

LES ÉLECTIONS NE CRÉENT PAS LA DÉMOCRATIE,  
LA DÉMOCRATIE CRÉE LES ÉLECTIONS.